

Conférence de presse

« Situation économiques, perspectives conjoncturelles et priorités de politique économique pour 2009 »

Mercredi 3 décembre 2008

Seul l'exposé prononcé fait foi

La Suisse mieux placée en comparaison internationale

Pascal Gentinetta, président de la direction

Mesdames, Messieurs,

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation étrange. Il y a une année l'économie était en plein boom et on n'apercevait que quelques nuages à l'horizon (annonçant la crise des marchés financiers). Ensuite, la situation s'est dégradée. Aujourd'hui, l'horizon économique est bouché par de gros nuages sombres, ceux-là même qui amènent l'orage. Et ce n'est plus seulement le secteur financier qui est touché, c'est toute l'économie qui menace de s'immobiliser. La crise s'est propagée tel un virus. Débutant dans le secteur financier aux Etats-Unis, elle a contaminé l'ensemble de l'économie dans le monde entier. La Suisse ne fait pas exception. Nous ne sommes pas une île, mais un rouage d'une économie mondialisée dont notre pays et nos entreprises ont beaucoup bénéficié jusqu'ici.

Dans la situation actuelle, il est justifié de s'inquiéter pour la place économique suisse. economiessuisse est consciente des problèmes à venir. L'économie est confrontée à des problèmes réels, entre autres dans le domaine des exportations, dans l'industrie des machines et du textile par exemple. Cependant, la perte de confiance de nombreux citoyens dans l'économie et ses représentants se révèle presque plus grave encore. Ce phénomène n'est pas propre à la Suisse, il touche tous les pays industrialisés de manière identique. Or la confiance est indispensable au bon fonctionnement de l'économie.

En ce moment, la peur est plus grande que la crise elle-même. Toutes les nations sont touchées par cette crise mondiale. Tout le monde sentira ses effets. Certains, comme les pays qui nous entourent, un peu plus, et d'autres, dont la Suisse et la plupart des Etats du nord de l'Europe, un peu moins. La raison de cet optimisme mesuré réside dans le fait que la Suisse est dans une situation plus avantageuse que d'autres nations pour affronter la tempête :

- Premièrement, l'environnement politique fournit aux entreprises une réglementation du marché libérale et favorable aux entreprises en comparaison internationale. Ainsi, elles bénéficient d'un marché du travail flexible, d'impôts bas et d'autres avantages encore. En Suisse, le dirigisme et l'interventionnisme sont limités.

- Deuxièmement, la Suisse est plutôt mieux positionnée. Ces dernières années, nous sommes parvenus à améliorer continuellement notre compétitivité internationale. Aujourd'hui, les entreprises suisses n'ont plus à rougir d'une comparaison avec la concurrence étrangère. Elles se sont diversifiées à l'échelle mondiale et sont donc d'autant plus résistantes aux crises. En outre, les nombreux accords de libre-échange conclus constituent d'excellentes conditions-cadre pour les entreprises exportatrices.
- Troisièmement, un grand nombre d'entreprises helvétiques ont procédé ces dernières années aux restructurations qui s'imposaient. Elles en sortent renforcées. Elles ne se sont pas reposées sur leurs lauriers pendant les années de vaches grasses et sont prêtes à affronter une période plus difficile. Cela devrait porter ses fruits et nous donner un avantage par rapport à la concurrence étrangère !
- Et, quatrièmement, de nombreuses entreprises suisses présentent un bilan solide. Bien capitalisées, elles ne sont pas en péril dès la survenue des premiers problèmes. Elles font mieux face.

Par conséquent, il importe de ne pas céder à la tentation de l'action pour l'action et de commettre l'erreur fatale d'adopter à la hâte et de manière irréfléchie des réglementations excessives. Au delà de nos frontières, les exemples de ce qu'il faut éviter de faire à tout prix sont légion. Néanmoins, il est clair que des adaptations ponctuelles sont nécessaires. En particulier dans les domaines dans lesquels nous devons tirer les leçons de nos erreurs – sur la base d'une analyse objective.

Dans la situation actuelle, la Suisse doit garder la tête froide et prendre des mesures de politique économique judicieuses. Alors, les difficultés actuelles pourraient même se révéler une chance pour notre pays à moyen terme – dans une économie mondialisée. Nous ne devons en aucun cas reproduire les erreurs commises à l'étranger. Dans notre gestion de la crise, nous devons aussi être attentifs à d'autres dangers et embûches. A l'échelle mondiale, deux tendances pourraient ainsi se révéler dangereuses :

- Premièrement, la résurgence du protectionnisme. Cela vaut pour le commerce, les marchés publics et les investissements directs. Les appels du pied en vue de l'adoption de lois réglant la participation dans les entreprises des fonds souverains étrangers en sont un exemple. Certains réclament des mécanismes de protection de peur que les investisseurs étrangers aient trop d'influence ou qu'ils prennent le contrôle d'une entreprise.
- La paralysie de l'OMC pourrait constituer une deuxième embûche : les milieux hostiles au libéralisme souhaitent utiliser la crise actuelle comme prétexte pour reporter la conclusion du cycle de Doha. L'économie en ferait les frais.

A l'échelle de la Suisse, il existe un autre danger à court terme qu'il faut prendre au sérieux : les opposants à la voie bilatérale pourraient tenter d'utiliser la crise des marchés financiers et la crise économique pour arriver à leurs fins. Pour l'économie, il est vital de disposer de conditions-cadre stables et fiables avec le principal partenaire commercial de la Suisse. Ce n'est pas le moment de prendre des risques supplémentaires. C'est pourquoi il est important de confirmer la libre circulation des personnes et la voie bilatérale dans son ensemble le 8 février 2009, pour émettre un signal positif. Si nous y parvenons, je suis convaincu que la Suisse tirera son épingle du jeu mieux que d'autres pays industrialisés et qu'elle sortira renforcée de la crise.

Mesdames, Messieurs, je suis arrivé au terme de mon introduction. Je donne maintenant la parole à Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse, qui analysera la situation de l'économie suisse. Ensuite, vous entendrez Gerold Bühler, président d'economiesuisse, qui vous parlera de l'incidence de la situation économique sur les activités politiques de l'organisation.